

## IMMIGRATION : L'EUROPE FACE AU DÉFI ITALIEN

### ÉDITORIAL **M**

**L**a guerre des nerfs qui se déroule depuis dimanche 10 juin en Méditerranée, entre Malte et la Sicile, aura eu au moins un effet positif : désormais, l'Europe tout entière se préoccupe du sort des 629 migrants, hommes, femmes et enfants, recueillis au large des côtes libyennes à bord de l'*Aquarius*, le bateau affrété par les organisations humanitaires SOS Méditerranée et Médecins sans frontières.

La méthode choisie par le nouveau ministre de l'intérieur italien, Matteo Salvini, est choquante. En refusant l'entrée dans les ports italiens de migrants recueillis au cours d'opérations supervisées par le centre de coordination des secours de Rome, il va à l'encontre des engagements internationaux pris par son pays. Mais cette décision a le mérite de faire comprendre à tous que le secours et l'accueil des migrants venus d'Afrique ne peuvent être du seul ressort de l'Italie. Or, c'est bien elle qui, depuis 2014, a recueilli sur son sol plus de 600 000 demandeurs d'asile, sans obtenir de ses partenaires beaucoup plus que de belles paroles.

Grâce à la proposition du nouveau gouvernement espagnol d'accueillir l'*Aquarius* dans le port de Valence, le très extrémiste Matteo Salvini a incontestablement marqué un point, qui ne peut que renforcer encore sa popularité dans l'opinion italienne. En choisissant l'épreuve de force, une semaine à peine après son entrée en fonctions, il est parvenu à obtenir un geste de solidarité que son prédécesseur, Marco Minniti, avait réclamé en vain pendant des mois.

Bien entendu, le problème n'est pas résolu pour autant, et l'opposition de SOS Méditerranée à cette solution plus politique qu'humanitaire est compréhensible. Débarquer des réfugiés à 1500 kilomètres

de l'endroit où ils ont été secourus ne peut pas être considéré comme une réponse pérenne. Mais le signal envoyé est fort et, à court terme, la main tendue du nouvel exécutif espagnol est une excellente nouvelle pour Rome, qui contraste avec le silence gêné de la France.

Face à la logique politique du nouveau gouvernement italien, alliance d'une formation « anti-élite », le Mouvement 5 étoiles, et de la Ligue (extrême droite) de Matteo Salvini, les protestations des ONG semblent bien peu audibles. Il faut dire que le précédent gouvernement de centre-gauche a beaucoup fait pour les discréditer, en nourrissant une campagne contre leur action aux effets dévastateurs dans l'opinion.

Plutôt que de peser de tout son poids dans la balance à la table des négociations, pour obtenir enfin une réforme des accords de Dublin qui soulagerait un peu l'Italie, Matteo Salvini a choisi un autre terrain, en prenant à témoin les opinions publiques européennes et en mettant leurs gouvernements devant le fait accompli. Là réside le défi le plus urgent pour l'Europe, car, au-delà du sort des passagers de l'*Aquarius*, c'est l'ensemble de la politique migratoire européenne qui est à revoir, en pleine montée des antagonismes nationaux.

Matteo Salvini obtiendra-t-il de meilleurs résultats en multipliant les coups de menton et en bousculant ses partenaires, à l'exemple des pressions exercées ces derniers jours sur Malte pour accueillir l'*Aquarius*? Rien n'est moins sûr. Toutefois, cette séquence doit servir d'électrochoc pour que les partenaires européens de l'Italie passent enfin des paroles aux actes et prennent leur part du fardeau migratoire avant que les coups de force comme celui-ci ne deviennent la norme. ■